

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1023^e
SÉANCE**

Mardi 4 octobre 1966,
à 15 h 10

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page.
Déclarations générales.	9

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

DECLARATIONS GENERALES

1. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) rappelle que l'action internationale en faveur du développement économique s'inscrit dans le cadre d'ensemble des problèmes de la société contemporaine et est étroitement liée aux questions de la guerre et de la paix, du désarmement et des droits de l'homme, notamment.

2. Pour l'Organisation des Nations Unies, l'année écoulée n'a pas été, comme les précédentes, marquée par une de ces grandes manifestations qui avaient été des tournants dans l'histoire de l'action internationale, si ce n'est la réunion tenue à Rome, au début de l'été, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et consacrée à la réforme agraire. Les participants se sont efforcés de voir de quelle manière on pourrait appliquer l'action internationale dans un domaine par trop négligé et qui est à l'origine des déceptions de beaucoup d'Etats nouveaux. Certes, la réforme agraire ne peut être induite de l'extérieur et elle exige la mobilisation de toutes les énergies de la nation. L'intérêt qu'elle suscite est actuellement accru par la perspective d'une crise alimentaire mondiale, mais le problème se situe souvent sur le plan de la structure même des pouvoirs politiques et constitutionnels liés à certaines caractéristiques du régime foncier. Aujourd'hui, elle n'est plus seulement une revendication paysanne ou une mesure dictée par des considérations de rendement agricole ou d'amélioration des conditions d'existence des agriculteurs. Elle constitue plus souvent encore un des éléments des aspirations des masses urbaines à une transformation radicale de la société.

3. Si les organisations internationales ne peuvent agir sur le déclenchement de la réforme agraire, elles peuvent néanmoins y apporter leur contribution sur le plan des mesures d'exécution, techniques, économiques et sociales. La conférence de Rome aura peut-être contribué à une systématisation des connaissances dans ce domaine, permettant aux gouvernements de mieux définir les objectifs de la réforme agraire et les moyens de les atteindre. L'action internationale devrait aussi faciliter la correction des déséquilibres temporaires qui accompagnent la réforme; on peut retrouver cette idée dans l'Alliance

pour le progrès, ainsi que dans la Déclaration de Bogota du 16 août 1966 (voir A/6410).

4. La conjoncture économique n'a pas connu en 1966 de bouleversement profond et l'augmentation de la demande des pays industriels a soutenu les recettes d'exportation des pays sous-développés, qui se sont accrues au cours de la première moitié de la décennie de 6 p. 100 par an en moyenne, rythme deux fois plus élevé que celui enregistré entre 1955 et 1960. Toutefois, le taux de croissance des exportations reste inférieur à celui de 8 p. 100 par an que connaissent les pays industriels d'économie de marché. Le commerce entre pays sous-développés continue à n'augmenter que de 4 p. 100 par an environ, mais de manière très diverse selon les régions: 10 p. 100 au Moyen-Orient, 9 p. 100 en Afrique, 5 p. 100 en Amérique latine et 4 p. 100 seulement en Asie du Sud et du Sud-Est. La différence résulte des niveaux des prix, qui ont augmenté de 5 p. 100 en Amérique latine au cours de la période considérée, alors qu'ils ont diminué d'autant en Asie du Sud-Est.

5. Depuis 1960, les pays sous-développés ont pu renforcer leurs positions externes en maintenant leurs importations dans des limites inférieures à 4 p. 100 par an moyenne, en réduisant de 3 milliards de dollars à moins d'un milliard leur déficit commercial global et en augmentant le volume de leurs liquidités d'environ 2,5 milliards de dollars au cours de ces trois dernières années. Cependant, cette politique de retenue dans les importations — qui restent sensiblement inférieures aux besoins de la croissance économique — a eu une incidence marquée sur le rythme du développement. Les taux de croissance de la production se sont tout juste maintenus au niveau de 4,5 p. 100 atteint dans les dernières années de la précédente décennie, les performances les meilleures étant enregistrées au Moyen-Orient et les plus faibles en Afrique et en Amérique latine. La hausse des revenus par habitant en a été sensiblement ralentie, compte tenu du taux d'accroissement démographique plus élevé aujourd'hui.

6. Dans les pays socialistes, la situation se caractérise par le plein emploi des ressources, par des accroissements notables de la production industrielle et une amélioration de la production agricole, en dépit des tensions dues aux réformes des méthodes de planification et de gestion économique. L'équilibre entre l'offre et la demande des biens de consommation s'est maintenu de manière générale, la consommation s'accroissant par rapport à l'année précédente alors que les indices du commerce extérieur marquent une légère baisse.

7. Dans les pays à économie de marché, le rythme de la production industrielle reste satisfaisant dans

l'ensemble: il s'est ralenti en Allemagne de l'Ouest, au Japon, dans les pays scandinaves et au Royaume-Uni, s'est maintenu en Amérique du Nord et s'est accéléré en France, en Italie, aux Pays-Bas et en Europe méridionale. Les ralentissements sont dus en général à l'application de politiques anti-inflationnistes ou à des efforts pour corriger le déséquilibre de la balance des paiements. Dans nombre de ces pays, l'expansion continue à conduire à une utilisation presque complète des ressources et à des pénuries de main-d'œuvre qui contribuent aux tendances inflationnistes. Celles-ci, qui se manifestent simultanément sur les deux rives de l'Atlantique, influencent sensiblement la situation des pays sous-développés, du fait des tensions sur le marché des capitaux et de la hausse considérable des taux d'intérêt qui en résulte. Comme certains sont portés à imputer les pressions inflationnistes à un excès de liquidité internationale, les efforts visant à la réforme du système monétaire international s'en sont trouvés compliqués. Malgré les incertitudes et controverses à ce sujet, le Sous-Secrétaire estime qu'on pourrait parvenir aisément à un accord minimum en s'inspirant des récentes déclarations du Directeur général du Fonds monétaire international, lequel ne considère pas que la création de réserves est une panacée aux problèmes économiques du monde, mais voit une solution possible dans une politique prudente des Etats visant à acquérir les réserves supplémentaires nécessaires en longue période à partir d'un montant global croissant, plutôt qu'aux dépens des autres pays.

8. Mais le sort des pays du tiers monde est affecté encore beaucoup plus par les facteurs de longue durée que par les variations de la conjoncture. C'est là le motif véritable des travaux de projection économique à long terme qu'ont entrepris le Conseil économique et social ainsi que nombre d'organismes des Nations Unies. La création récente par le Conseil [résolution 1079 (XXXIX)] du Comité de la planification du développement permettra une meilleure coordination de ces efforts qui, s'ils suscitent encore quelque scepticisme, ont un rôle à jouer, à condition qu'ils soient entourés de suffisamment de précautions pour leur assurer le minimum de crédibilité, sans lequel ils risqueraient de susciter plus de controverses qu'ils n'apporteraient d'éclaircissement.

9. Ces travaux portent tout d'abord sur les mouvements de la population. Selon les toutes dernières prévisions, la population globale du monde pourrait atteindre 6 milliards 130 millions à la fin du siècle, soit 160 millions de plus qu'on ne l'avait envisagé il y a deux ans. Si ce chiffre est sujet à correction, cela sera probablement dans le sens de la hausse, surtout selon que les hypothèses actuellement retenues concernant le déclin de la fécondité se vérifient ou non. Il faut malheureusement mettre ces données en regard des tensions exercées sur les ressources par l'effort de développement et l'accroissement des revenus, et surtout en regard des pénuries alimentaires qui se manifestent dans nombre de pays en voie de développement. Ceux-ci, qui étaient au cours des années 50 exportateurs nets de céréales, sont devenus importateurs nets.

10. Par chance, l'apparition de ces pénuries alimentaires avait coïncidé avec une période de production

agricole excédentaire dans certains pays industriels, notamment en Amérique du Nord, et les transferts d'excédents, résultant de politiques nationales en faveur des agriculteurs plutôt que d'une planification à l'échelle mondiale, se sont élevés récemment à plus d'un milliard et demi de dollars par an et ont contribué à masquer la gravité du problème des pénuries alimentaires. Mais la modification de ces politiques nationales a conduit à une diminution radicale des excédents et il en résulte un danger de véritables famines, au gré des conditions météorologiques. La précarité de l'équilibre alimentaire du monde est tout à la fois un problème immédiat et une perspective d'avenir encore plus préoccupante. Pour assurer une amélioration des niveaux de nutrition insuffisants, la production agricole des pays sous-développés devrait augmenter de 4 p. 100 et plus par an, ce qui n'a été que rarement le cas, la moyenne ayant été inférieure à 3 p. 100 de 1954 à 1963. En outre, les conditions de l'aide alimentaire deviendront sans doute moins avantageuses et son volume risque de diminuer, compte tenu de la réduction des excédents nord-américains. C'est pourquoi le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur général de la FAO ont décidé de hâter l'application de la résolution 2095 (XX) adoptée en 1965 par l'Assemblée générale, sur l'initiative de la délégation de l'Argentine, afin de pouvoir produire dès le printemps prochain des conclusions au moins provisoires concernant les moyens et les politiques nécessaires à une action internationale adaptée aux circonstances. L'intensification des recherches démographiques de l'ONU découle des mêmes préoccupations, ainsi que les efforts déployés pour pouvoir répondre aux demandes des gouvernements désireux d'entreprendre des programmes d'action dans le domaine de la population.

11. En ce qui concerne les transferts internationaux de capitaux, il serait illusoire de n'y voir qu'une action temporaire destinée à faciliter le "décollage" des pays sous-développés et conduisant à un processus autonome ou quasi automatique. Si les pays sous-développés sont appelés à enregistrer des progrès, il est néanmoins probable que l'écart qui sépare leurs niveaux de bien-être de celui des pays industrialisés subsistera pendant très longtemps et continuera d'être un facteur important dans l'évolution des relations entre les peuples.

12. Ainsi, l'aide sous forme de prêts aux pays sous-développés n'a pas été déterminée en fonction de leur capacité d'exporter et d'assurer le service de la dette, et la logique même du système entraîne la perpétuation de cette forme d'aide. Les arrangements institutionnels en vigueur et les facilités spontanément mises en œuvre ont encouragé cette tendance; vu l'immensité des problèmes, chercher à établir une corrélation étroite entre les deux facteurs ne peut se justifier et il n'y a aucune raison de faire le procès de la politique suivie. Mais la communauté internationale a été lente à reconnaître les conséquences de cette politique: au 31 décembre 1965, la dette extérieure des pays sous-développés s'élevait à 36,4 milliards de dollars, représentant à peu près ce qu'ils avaient consacré en une année à la formation du capital. En huit ans, le service de la dette s'était accru trois fois plus rapidement que les recettes

d'exportations et absorbait, en 1964, 10 p. 100 de ces recettes. Et ce sans tenir compte des périodes de grâce dont étaient assortis nombre de ces emprunts et qui viennent maintenant à leur terme. La dette des pays en voie de développement crée une solidarité entre les pays débiteurs et les pays créanciers, soucieux d'assurer leur position par rapport à d'autres créanciers et désireux d'accroître leurs exportations vers les pays en voie de développement tout en maintenant un système viable de crédit et de liquidité internationale. Ainsi donc, tant la liquidation du passé que les besoins grandissants actuels et à venir imposent la continuation des efforts déjà entrepris.

13. Ce n'est là d'ailleurs qu'un des aspects du problème général du financement international, qui fait ressortir la gravité de la "perte de vitesse" constatée aujourd'hui, thème principal des débats économiques actuels. Si on n'oriente pas ces débats vers des actions internationales, les progrès récents du développement risquent d'être compromis. Le Sous-Secrétaire cite à ce propos un passage de la première partie de l'Etude sur l'économie mondiale, 1965^{1/}, duquel il ressort que la stagnation des investissements au cours des premières années de la Décennie des Nations Unies pour le développement est due non pas à l'insuffisance de l'épargne intérieure, qui a augmenté de presque 6 p. 100 chaque année, mais au ralentissement des entrées de capitaux étrangers, ce qui n'a pas permis aux pays en voie de développement de financer aussi rapidement qu'il aurait fallu les déficits commerciaux accumulés au cours de la seconde moitié des années 50. A cet égard, l'aide publique joue un rôle important dans les transferts internationaux de capitaux, du fait qu'elle est par essence contrôlable. Sa croissance régulière est devenue l'une des conditions du succès des plans de développement et son interruption prolongée cause plus d'inquiétude que les fluctuations de mouvements de capitaux privés et des recettes d'exportation.

14. Si de 1956 à 1961 l'aide publique s'était accrue en prix courants d'environ 3 milliards de dollars, soit de 50 p. 100, elle a été entre 1961 et 1965 de moins d'un milliard de dollars, soit un accroissement de 10 p. 100 seulement. Les dons publics restent aujourd'hui figés au total de 3,7 milliards de dollars, et les contributions aux institutions multilatérales, qui s'élevaient à environ 500 millions de dollars, se trouvent même au-dessous des chiffres de 1961 et de 1962. Si l'on enregistre, enfin, un accroissement dans le volume total des transferts de capitaux vers les pays sous-développés, il est dû essentiellement au mouvement de capitaux privés.

15. Ainsi, après une période de croissance remarquable, raisonnablement parallèle à l'augmentation du revenu national des pays industriels, le volume total de l'aide internationale a connu soudain la stagnation depuis le début de la présente décennie, au moment même où l'on tentait d'assurer une répartition équitable de la charge de l'aide entre les principaux fournisseurs, où l'on envisageait d'introduire un minimum de rationalité dans ce mouvement et une évaluation plus précise des besoins, où les

programmes de préinvestissement avaient fini par créer une capacité d'absorption considérablement accrue, au moment où se créait un véritable marché des institutions de financement du développement.

16. L'Assemblée générale se doit de rechercher les causes générales de ce brusque et choquant revirement. Sans quoi, il n'y aurait guère d'utilité à poursuivre l'examen des problèmes techniques du financement: remplacement de l'aide liée aux projets par une forme d'assistance plus générale en fonction des programmes, atténuation des méfaits de l'aide liée en la soustrayant aux vicissitudes de la balance commerciale, financement de l'intégration régionale de préférence à celui des projets nationaux, financement des stocks de matières premières dans le cadre d'accords sur les produits. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 1183 (XLI), a eu le mérite de demander une étude des facteurs économiques qui affectent l'aptitude des pays développés à transférer le maximum de ressources financières aux pays en voie de développement. Les difficultés des balances des paiements des pays avancés ne sont pas une explication suffisante, car elles sont imputables plutôt à l'état des relations des pays industriels entre eux qu'à leurs transactions avec les pays du tiers monde. D'ailleurs, les transferts de fonds vers les pays sous-développés se traduisent par des exportations accrues des pays industriels. Une politique mieux concertée de ces derniers permettrait de mieux distribuer entre eux la charge de l'aide et de réduire les conséquences des sorties de capitaux sans réduire l'aide aux pays sous-développés. Cependant, les pays industriels ne semblent pas envisager pour l'instant de tels arrangements, et les mesures restrictives que certains ont amenées à prendre portent nécessairement préjudice aux investissements dans les pays sous-développés.

17. Par ailleurs, des taux d'accroissement démographique faibles et généralement en baisse, aggravés par l'effet de la scolarité prolongée, ont créé des tensions sur les marchés de la main-d'œuvre, principalement en Europe, et ont entraîné dans ces pays des besoins d'investissements intérieurs accrus, afin de maintenir des taux de croissance satisfaisants et de rationaliser et moderniser les entreprises au rythme des progrès de la technique. Il en est résulté des pressions inflationnistes.

18. Sans doute la cause essentielle de la crise présente de l'aide internationale doit-elle être recherchée ailleurs que dans les questions techniques qui ont fait jusqu'à présent l'objet des études de l'ONU. Pour retrouver l'élan perdu, il faut peut-être élargir l'enquête pour qu'elle échappe aux réponses stéréotypées et procéder à une vaste consultation des pays et institutions intéressés.

19. Paradoxalement, en ce qui concerne les problèmes du financement, il y a un large degré d'accord sur le plan des concepts. Mais on a un peu trop artificiellement limité le débat à l'aide et au commerce, sans accorder toute l'attention voulue à certains aspects des politiques et pratiques des pays industriels qui ont une incidence directe sur les pays sous-développés et sur leurs recettes en devises. On pourrait ainsi introduire certaines dispositions en faveur des entreprises des pays sous-développés

^{1/} Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.C.1 (E/4187/Rev.1).

dans les contrats gouvernementaux des pays industriels. Il serait utile d'étudier notamment les mesures fiscales et les régimes d'exemptions à l'égard des firmes opérant dans les pays en voie de développement; la politique des stocks de matières premières; les régimes de faveur monétaires et de crédit applicables aux exportations de capitaux, tels que ceux qu'applique actuellement le Gouvernement des Etats-Unis.

20. Il est donc possible d'aménager certaines mesures positives de discrimination en faveur des pays sous-développés; cette idée n'est plus exclue a priori depuis la proclamation du principe de non-réciprocité dans les négociations tarifaires, que le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD) préfère, à juste titre, appeler le "principe des réciprocités implicites". En effet, comme les pays sous-développés ne peuvent réduire le volume total de leurs importations en deçà de limites étroites, la balance des paiements des pays qui consentiraient de telles mesures en serait favorablement influencée. Il faudrait définir et recommander des mesures qui, sans violer les codes de bonne conduite en vigueur et sans arrangements internationaux, pourraient apporter aux pays sous-développés des bénéfices plus grands que les sacrifices qu'elles coûteraient à ceux qui les adopteraient.

21. Peut-être objectera-t-on que c'est là amorcer un processus dangereux d'intrusion dans le domaine des politiques nationales. Cependant, on peut se demander si des progrès durables dans l'action internationale peuvent se produire sans que l'on mette en cause plus directement les politiques nationales qui en sont les bases. Le Sous-Secrétaire estime qu'il faudrait faire un effort nouveau pour comprendre et analyser la situation des fournisseurs de l'aide, leurs difficultés et les options qui leur sont ouvertes pour travailler à une meilleure intégration de l'économie internationale. La stratégie du développement gagnerait à se fonder sur une meilleure connaissance du terrain et la Décennie des Nations Unies pour le développement exige pour sa part une meilleure harmonisation et une plus étroite imbrication des politiques nationales et internationales.

22. La dernière session du Conseil économique et social a permis de constater que, malgré les déboires et les déceptions, ce concept, avec ce qu'il introduit d'éléments normatifs et d'objectifs chiffrés dans l'action internationale, demeure vivace et durable et répond à un besoin réellement éprouvé par une communauté internationale en voie d'évolution rapide. Pour réaliser les possibilités latentes qu'il enferme, il faut s'acheminer vers un système d'engagements mutuels. Il est désormais impossible de se bercer de l'illusion que les sociétés de l'abondance produiront automatiquement dans l'avenir les moyens nécessaires à un financement adéquat du développement des pays du tiers monde. En fait, ces sociétés connaissent déjà, et connaîtront dans l'avenir, des pressions considérables de la demande sur leurs ressources. L'élévation générale du niveau de vie fait apparaître d'une manière plus criante les tares sociales qu'elles recèlent. Des phénomènes quasi monstrueux surgissent de la concentration urbaine. La soif d'éduca-

tion est loin d'être satisfaite. Ce n'est probablement que par des politiques conscientes, et dans toute la mesure possible concertées, que l'aide aux pays en voie de développement trouvera sa place légitime dans la hiérarchie des préoccupations et des priorités d'action et influencera les décisions concernant les échanges, la balance des paiements ainsi que les politiques budgétaires et monétaires. Ce qui est en cause, c'est l'organisation, dans le cadre des plans nationaux ou de la formulation de politiques régionales ou mondiales, d'un dialogue plus efficace qui aboutira à définir les voies d'une action utile sur la base d'engagements mutuels.

23. En fait, le processus est déjà amorcé. Une discussion multilatérale des plans nationaux a pu être entreprise dans la mesure, encore très insuffisante, où l'aide au développement a cessé d'être limitée au financement de projets individuels. Les pays bénéficiaires ont non seulement accepté mais même recherché cette discussion dans les consortiums et les groupes consultatifs ainsi que dans le cadre de l'Alliance pour le progrès. Certains pays ont accepté de discuter non seulement leurs plans mais aussi leurs performances et ces discussions ont abouti à une appréciation plus saine et plus précise de leurs besoins.

24. Certes, les méthodes sont encore assez élémentaires, l'examen des plans est parfois superficiel, l'évaluation des besoins et de la performance est une discipline encore trop récente pour ne pas être essentiellement empirique. Il importe maintenant de déterminer, avec l'aide des institutions internationales, de meilleures méthodes pour apprécier les objectifs et leur cohérence et de s'assurer qu'ils s'inscrivent dans un ensemble de politiques et d'actions administratives sans lesquelles les plans les mieux conçus resteraient lettre morte. C'est dans cette perspective que la création du Comité de la planification du développement acquiert toute sa valeur et devrait donner à l'Organisation un instrument qui lui a jusqu'à présent fait défaut. Ces efforts permettront certainement de réduire quelque peu le caractère spéculatif qui entoure encore trop souvent les tentatives de planification et qui offre une excuse facile à l'abstention ou à la réserve des fournisseurs de l'aide.

25. Cette nouvelle étape dans l'organisation des relations internationales aura nécessairement des aspects politiques. Il est essentiel de déterminer le ou les cadres institutionnels qui s'avèreraient les plus favorables à un véritable dialogue, de telle manière que soient ménagées les exigences des souverainetés nationales et atténué le sens des inégalités entre pays fournisseurs et bénéficiaires de l'aide.

26. Bien entendu, il ne s'agit pas de standardiser les formes de l'aide publique. Compte tenu de l'immense variété des situations qui confrontent la communauté internationale, une certaine diversité est l'essence même d'une action efficace. Chercher à lier l'assistance plus directement aux plans et à la performance ne veut pas dire qu'il faille renoncer à développer d'autres modalités moins encombrantes et plus automatiques. Ainsi, le Fonds monétaire international envisage de nouvelles facilités pour aider les pays producteurs de matières premières en cas

de baisse soudaine des cours. Il est raisonnable de supposer que l'avenir appartient à un système où les actions des donneurs et des bénéficiaires se conditionnent mutuellement, et il est frappant à cet égard que le rapport sur le financement supplémentaire de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement^{2/} ait reçu une attention bien plus soutenue que les propositions mises au point par l'ONU il y a plus de cinq ans en faveur d'un système de financement compensatoire plus automatique. Par une décision d'une grande portée, le Conseil économique et social a convié l'Organisation des Nations Unies à méditer dès maintenant sur les objectifs et les instruments de la prochaine décennie du développement. Il importe donc d'étudier sans attendre des formules pratiques et généralement acceptables qui permettraient à la communauté internationale de franchir une nouvelle étape.

27. Après avoir rappelé que l'Assemblée doit prendre les ultimes dispositions relatives à la création de l'Organisation pour le développement industriel, le Sous-Secrétaire note que l'industrie est devenue un phénomène international. Ni le développement de l'agriculture ni celui des ressources minérales ne révèlent un besoin aussi crucial de coordination dans les investissements et dans les politiques générales. Les industries modernes tendent de plus en plus à s'organiser internationalement, et il est improbable que les conceptions politiques, ou les idéologies, puissent faire longtemps obstacle à ce processus. La chose n'est peut-être point encore absolument sensible dans certains pays en voie de développement où des possibilités subsistent d'industries de type classique desservant un marché restreint. Mais le champ de ces possibilités se rétrécit de jour en jour. Il paraît difficile d'envisager que les pays en voie de développement veuillent ou puissent se soustraire pendant très longtemps à l'influence de la technique moderne et aux conditions dans lesquelles celle-ci peut s'appliquer. L'on peut regretter cet état de choses et penser que le développement aurait eu plus de chances de se produire d'une manière harmonieuse avec tout le poids et l'appui que pourraient lui apporter dans ses stades initiaux l'action et les mécanismes de la puissance publique. Mais il n'en est pas ainsi; déjà, même en ce qui concerne les industries du type classique, qui ne sont pas soumises à des critères d'organisation comparables à ceux des industries les plus modernes, l'anarchie et le gaspillage sont considérables faute d'une action internationale de coordination. Ce problème doit être abordé franchement par la nouvelle organisation. Si celle-ci devait se limiter aux fonctions les plus traditionnelles de l'assistance technique, du préinvestissement, du transfert des connaissances ou des capitaux, elle ne répondrait pas aux exigences de la situation présente et moins encore à celles de demain. En traitant du développement industriel, on bute très vite sur les notions de complémentarité, de division internationale du travail, que la confrontation souvent trop abstraite des politiques commerciales permet fréquemment d'éluder mais que l'on trouve déjà concrétisées dans certains

arrangements conclus entre pays industriels, de l'Est ou de l'Ouest, et les pays en voie de développement. C'est déjà un problème d'organisation régionale et bientôt un problème d'organisation mondiale qui se pose et il est désirable que la nouvelle instance qui va être créée s'établisse en fonction de cette perspective.

28. En conclusion, le Sous-Secrétaire déclare que ses réflexions générales n'ont pas de raison d'être si ce n'est d'aider l'Organisation des Nations Unies à mobiliser dès maintenant la volonté des hommes en faveur de quelques objectifs concrets et bien définis. La vie internationale est aujourd'hui jalonnée d'échéances précises et, dans le cadre même de ce calendrier, toute une gamme d'options permet aux gouvernements d'accommoder leurs gestes de solidarité à leurs circonstances particulières. Parmi les plus immédiates de ces échéances figurent le renflouement et l'expansion de l'Association internationale de développement, la constitution de fonds de dépôt pour la Banque africaine de développement qui vient d'annoncer le début de ses opérations et pour la Banque asiatique de développement qui va être inaugurée en novembre, le renforcement du Programme alimentaire mondial, le financement des stocks de cacao en vue de la conclusion d'un accord régulateur et, bien entendu, le programme de préinvestissement de l'Organisation des Nations Unies et sa transformation graduelle.

29. M. BRADLEY (Argentine) et M. MWALUKO (République-Unie de Tanzanie) proposent que le texte *in extenso* de la déclaration faite par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales soit publié comme document de la Commission.

Il en est ainsi décidé^{3/}.

30. M. BOUATTOURA (Algérie) dit que la situation économique internationale n'a guère évolué depuis la vingtième session de l'Assemblée générale tandis que celle des pays pauvres se définit par une remarquable continuité dans la tendance qu'ils ont à s'appauvrir. Bien entendu, les pays prospères ne sont pas sans problèmes; cependant, il ne s'agit pour eux que d'assurer la bonne gestion d'un patrimoine que des intérêts concurrents mais solidaires peuvent à l'occasion menacer. Les mécanismes existent qui permettront de résorber les difficultés passagères qui les préoccupent. En revanche, les nations dont l'Algérie fait partie restent seules, si l'on excepte l'assistance qui leur est donnée à l'occasion pour voiler leurs misères les plus criantes, face à l'unique question sérieuse de notre siècle: comment assurer la subsistance quotidienne de milliards d'êtres humains dont on leur a laissé injustement la charge? Cette responsabilité est pour le moins partagée et le fardeau qui en découle doit l'être également. Certes, les pays du tiers monde ne sont pas restés inactifs, mais les efforts qu'ils ont déployés dans les domaines commercial, financier, technique ou économique ont été systématiquement stérilisés par les mécanismes préexistants.

31. Il serait fastidieux de reprendre tous les arguments qui établissent la grave responsabilité de la plupart des pays développés dans la situation alarmante.

^{3/} Voir document A/C.2/L.864.

^{2/} Etude sur les mesures financières supplémentaires, demandée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement — 1964 (Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Washington [D.C.], décembre 1965).

mante des pays pauvres, situation qui a toutes chances de se perpétuer encore un bon nombre d'années. L'expression "en voie de développement" ne doit leurrer personne car le tiers monde, dans son ensemble, ne se trouve nullement intégré dans un processus qui mènerait au développement; en effet, cette appellation n'est destinée qu'à ménager sa susceptibilité et se trouve être le fait de ceux-là mêmes qui n'emploient généralement pas de détours pour opposer une indifférence polie à ses revendications les plus légitimes.

32. La situation économique des pays en voie de développement se caractérise sur le plan commercial par un déficit croissant de la balance des paiements dû, notamment, à la détérioration des termes de l'échange. Cette détérioration tient à la structure même des échanges internationaux et appelle une solution d'ensemble, les solutions de caractère bilatéral n'étant que des palliatifs momentanés qui aggravent à terme la dépendance par rapport à certains marchés. La diversification du commerce extérieur de ces pays est insuffisante, pour ne pas dire inexistante, et les produits commercialisés ne sont pas compétitifs notamment en raison des dimensions insuffisantes des marchés, liées à l'existence de monopoles étrangers de fait et d'habitudes de consommation héritées d'anciennes métropoles. Sur le plan financier, c'est paradoxalement le manque de développement qui a épargné aux pays du tiers monde des difficultés de caractère monétaire tandis qu'il soulignait encore davantage l'insuffisance de leurs disponibilités en devises.

33. A ces causes générales, il faut bien sûr en ajouter d'autres, circonstancielles ou conjoncturelles, propres à chacune des nations pauvres, mais il resterait encore à chiffrer l'immense asphyxie d'intelligence humaine qui se perpétue depuis des décennies du fait de l'analphabétisme. L'existence de l'analphabétisme et de maladies endémiques constitue un crime dont tous portent une part de responsabilité. Les pays en voie de développement ont pris conscience de la leur, ce qui ne semble pas être le cas de certains Etats qui disposent de moyens importants. Pour obtenir des avantages politiques, ces derniers continuent à marchander une aide qu'à plus long terme il est de leur intérêt le plus évident d'accorder.

34. Quelles que soient les difficultés que traverse actuellement l'Organisation des Nations Unies, elle n'en conserve pas moins un immense prestige parmi les nations pauvres et dans de nombreux pays industrialisés. Par ce biais, l'opinion internationale devrait être davantage informée d'un fait capital, à savoir que l'assistance internationale qui est fournie aux pays pauvres ne présente qu'une très modeste partie des immenses avantages que les pays industrialisés retirent des nations qu'ils aident. C'est le cas de l'assistance bilatérale et multilatérale et notamment de l'aide octroyée par l'Organisation des Nations Unies elle-même. En effet, à l'exception d'initiatives rares mais encourageantes, les mécanismes mis en place pour distribuer équitablement l'assistance aux pays en voie de développement ne réalisent véritablement cette notion d'équité que dans la distribution de prébendes à diverses sociétés d'études, d'ingénieurs-conseils, dans le recrutement d'experts, etc. La

logique de ce système fait que les pays développés, grâce à leur aptitude à valoriser le moindre investissement, sont les premiers bénéficiaires de l'aide qu'ils octroient et qui leur vaut à bon compte un prestige moral que nul ne cherche à leur marchander.

35. Rien ne permet d'augurer dans un avenir plus ou moins proche une transformation favorable de cette situation. En effet, après des débuts prometteurs, les diverses organisations auxquelles appartient l'Algérie ou qu'elle a contribué à créer dans les domaines économique et social se sont trouvées frappées d'une paralysie inexplicable. Cela ne peut que confirmer le danger qu'il y aurait pour les pays en voie de développement à s'en remettre exclusivement à l'assistance internationale sans rechercher entre eux s'il n'est pas réellement certaines tâches qui soient à leur portée et dont ils pourraient prévoir l'achèvement dans des délais raisonnables. Certes, cela ne peut en aucune façon être interprété comme un acte de défiance envers l'Organisation des Nations Unies. Cependant l'assistance qu'elle peut fournir est étroitement liée aux ressources qui lui sont attribuées. Bien qu'il ne faille pas surestimer ses possibilités d'action, l'ONU reste la seule institution internationale qui soit à même, pour peu que certains Etats prennent conscience de leur lourde responsabilité, de donner un contenu réel à l'idéal de paix et de prospérité.

36. Tout d'abord, les Etats Membres doivent comprendre que la raison d'être de l'Organisation est la création d'une société internationale par la mise en jeu d'une solidarité effective. Cette solidarité doit se manifester d'abord par une contribution plus importante des Etats qui en ont la possibilité à des investissements économiquement productifs, tant multilatéraux que bilatéraux. Cet impératif exige une reconversion totale de l'état d'esprit qui s'est peu à peu emparé d'une Assemblée qui tend à se confiner dans des débats coupés de toute réalité. C'est ainsi que ceux qui entendent ne rien faire et qui sauraient bien, si quelque jour le désarmement général devenait une réalité, trouver de nouvelles justifications à leur indifférence invoquent de plus en plus souvent l'argument selon lequel le transfert vers les pays en voie de développement des capitaux considérables que les nations riches affectent à l'armement permettrait d'obtenir un démarrage effectif de l'économie de ces pays.

37. En outre, sans attendre la réalisation de l'âge d'or, on peut entreprendre dès maintenant un programme annuel destiné à atteindre dans des délais précis un objectif minimum d'alphabétisation. L'ONU pourrait au préalable dresser un inventaire comprenant une étude des coûts et en même temps prévoir et solliciter les concours financiers nécessaires. Un tel objectif ne rencontrerait certainement pas, quant à son financement, la même réticence de la part des contribuants habituels que celle qui est en train de transformer la Décennie des Nations Unies pour le développement en aspiration séculaire.

38. Enfin, il est certain que l'intégration économique régionale, et notamment maghrébine, constitue l'un des meilleurs moyens pour dégager et mettre en œuvre les conditions sociales et économiques du développement. L'un des aspects les plus importants

de cette intégration est le développement des moyens de communication, qui résulte, tout en la conditionnant, de l'expansion économique générale. Cet objectif a été au centre des préoccupations du Comité consultatif permanent du Maghreb, qui tient ses assises à Tunis et qui coordonne l'activité de nombreuses commissions d'experts. Il a été aidé dans cette tâche par la Commission économique pour l'Afrique, qui a effectué un certain nombre d'études relatives au projet de liaison transsaharienne qui desservira de nombreux pays africains.

39. L'ironie du sort a voulu que malgré l'importance essentielle qu'ils accordent à l'industrialisation de leur région, les Etats de l'Afrique du Nord soient contraints de résoudre en priorité un certain nombre de problèmes liés à la reconversion de structures agricoles périmées et à une conjoncture difficile qui affecte notamment les céréales.

40. M. Bouattoura souligne en conclusion qu'il est indispensable de renforcer la cohésion de l'ONU et des organismes qui lui sont reliés. Ces derniers plus que jamais se trouvent investis d'une très lourde tâche et notamment, dans l'immédiat, celle de se faire mieux connaître auprès de l'opinion publique des Etats qui les financent, les consultent ou les sollicitent. Cela est indispensable si l'on veut réaliser concrètement la solidarité matérielle et spirituelle de tous les éléments de la société internationale.

41. M. RAHNEMA (Iran) propose que le texte in extenso de l'intervention du représentant de l'Algérie soit publié comme document de la Commission.

Il en est ainsi décidé^{4/}.

42. M. MWINGA (Zambie), rappelant l'importance de l'élément économique dans les affaires mondiales, souligne que les pays en voie de développement considèrent l'Organisation des Nations Unies comme le seul espoir qui reste pour l'instauration d'un ordre économique international équitable qui est indispensable à la survie nationale d'un grand nombre de ces pays.

43. Les recommandations de la Deuxième Commission, qui influenceront sans doute le développement économique mondial mais qui stimuleront également l'évolution de la vie politique et sociale d'un grand nombre des pays en voie de développement, doivent donc être formulées avec une compréhension réaliste des besoins urgents de ces pays.

44. La Zambie est en butte aux mêmes difficultés économiques que la plupart des pays qui souffrent du déséquilibre et du retard hérités du régime colonial. Par ailleurs, elle a le désavantage d'être un pays sans littoral, inconvénient aggravé du fait que, lors de la constitution de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, sa vie économique s'est trouvée entièrement dépendante de la Rhodésie du Sud; par exemple, tout le cuivre de la Zambie, seule ressource qui ait été exploitée par le régime colonial, était exporté par la Rhodésie du Sud, qui en tirait un profit excessif. Depuis la déclaration unilatérale d'indépendance de ce territoire, la situation politique de la Zambie est devenue d'autant plus délicate et le Gouvernement zambien est reconnaissant de l'assis-

tance qu'il a reçue en cette période difficile, notamment au titre du Programme des Nations Unies pour le développement. Aspirant à l'indépendance économique, non dans un but purement égoïste mais parce qu'elle lui permettra de contribuer à l'assainissement de l'économie mondiale, la Zambie s'efforce de tirer tout le parti possible de l'assistance qu'elle reçoit de l'Organisation des Nations Unies en vue de diversifier son économie, actuellement liée de trop près aux fluctuations du marché du cuivre; elle accueillera avec reconnaissance toute aide économique, de quelque source qu'elle vienne, qui lui sera fournie dans le respect de sa souveraineté politique et de son indépendance.

45. Se référant à l'ordre du jour de la Deuxième Commission, M. Mwiinga indique que sa délégation appuie les recommandations de l'UNCTAD et qu'elle fait appel aux pays industrialisés pour qu'ils leur donnent suite afin de stimuler le commerce mondial, ne serait-ce que dans leur propre intérêt. La délégation zambienne estime que la deuxième session de l'UNCTAD devrait se tenir au début de 1967, de préférence dans un pays en voie de développement d'Afrique ou d'Asie. Elle espère que cette conférence aboutira à un accord unanime sur la stabilisation des prix des produits primaires, sur le financement supplémentaire, sur l'abaissement des tarifs douaniers des pays industrialisés à l'égard des articles semi-manufacturés des pays en voie de développement et sur la question du coût des transports maritimes et autres.

46. La délégation zambienne appuie pleinement la constitution d'un fonds d'équipement des Nations Unies et espère que les recommandations judicieuses du comité constitué à cet effet pourront être promptement appliquées.

47. En ce qui concerne l'accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinée aux pays en voie de développement, la délégation zambienne estime que les pays industrialisés pourraient faire bien davantage s'ils adoptaient une attitude plus compatible avec le caractère manifestement interdépendant du monde moderne. Ils pourraient sans nul doute consacrer, conformément à la recommandation A.IV.2 de l'UNCTAD^{5/}, 1 p. 100 de leur revenu national à l'aide économique aux pays en voie de développement, ce qui ne représenterait qu'une somme modeste par rapport à celles qu'ils consacrent à l'exploration de l'espace et aux armements et ce qui contribuerait grandement, à long terme, à assurer leur sécurité. Les prêts aux pays en voie de développement devraient être consentis à long terme et à faible intérêt, de manière à alléger la charge de leur dette, et le taux d'intérêt de l'aide publique ne devrait pas en tout cas dépasser 3 p. 100.

48. L'industrialisation du monde en voie de développement devient chaque jour plus urgente en raison du grave problème qu'y pose le chômage et il y a donc lieu de se féliciter de la création prochaine de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. La Zambie, qui s'intéresse vivement à cette question, espère que son offre d'accueillir

^{4/} Voir document A/C.2/L.865.

^{5/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

le Colloque international sur le développement industriel, qui doit avoir lieu en 1967, pourra être acceptée.

49. Enfin, la délégation zambienne s'intéresse particulièrement aux points 48 et 49 de l'ordre du jour, en raison de la gratitude que lui inspire l'assistance qu'elle a reçue du Programme des Nations Unies pour le développement et de l'œuvre fort utile accomplie par l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies.

50. Selon M. VARELA (Panama), si l'écart entre le niveau de vie des pays industrialisés, tant à économie de marché qu'à économie planifiée, et celui des pays du tiers monde va grandissant, ce n'est certes pas parce que ces derniers ont ralenti leur propre effort au cours de la présente décennie; au contraire, ils ont réussi à bien des égards à augmenter la contribution qu'ils apportent à leur propre développement grâce à la mobilisation de leurs ressources internes.

51. La délégation panaméenne est d'avis que, pour donner un nouvel élan au progrès des pays non industrialisés, il est indispensable d'équilibrer les termes de l'échange de manière que l'enrichissement des pays développés ne se poursuive pas aux dépens des autres pays; en outre, l'assistance financière extérieure, qu'elle vienne du secteur public ou du secteur privé, doit être augmentée et fournie dans des conditions plus raisonnables. Tant que la structure du commerce mondial et l'aide extérieure continueront de se fonder sur les principes rigides de l'orthodoxie actuelle, les efforts déployés sur le plan international ne permettront pas d'atteindre les objectifs pourtant modestes fixés par l'Organisation des Nations Unies. Comme l'a dit le Ministre des relations extérieures du Panama à la 1423ème séance plénière, la thèse selon laquelle l'orthodoxie économique est la condition sine qua non du développement n'est non seulement pas vérifiée par l'histoire du développement des pays industrialisés eux-mêmes, mais elle mé-

connaît en outre les aspirations qui bouillonnent actuellement parmi l'immense majorité des peuples du monde. La Deuxième Commission devra donc adopter des décisions rationnelles et équitables que tous les Membres de l'Organisation puissent approuver avec le ferme propos de les appliquer pleinement, afin de donner un contenu concret à l'esprit de coopération qui, M. Varela n'en doute pas, anime les peuples des pays industrialisés.

52. La Deuxième Commission s'attaquera sans nul doute avec énergie à la question de l'industrialisation et aux problèmes connexes qu'elle pose pour les pays en voie de développement, à savoir le courant des ressources extérieures et la réforme de la structure du commerce international, conformément aux recommandations de l'UNCTAD. Elle devra également prêter l'attention voulue à la question de la souveraineté sur les ressources naturelles, car la croissance économique et le progrès social des peuples pauvres dépendent en grande mesure de la mise en valeur de toutes leurs ressources, grâce à leurs propres efforts et à l'aide de l'étranger.

53. Pour conclure, M. Varela tient à rappeler les paroles du Directeur général du Fonds monétaire international à la récente réunion des gouverneurs de la Banque internationale et du Fonds, lorsqu'il a dit que les pays industrialisés devaient accorder toute leur attention aux mesures propres à faciliter l'accès de leurs marchés et à stimuler le courant des capitaux d'investissement et d'aide au développement; ces pays, a-t-il dit, devraient faire tout leur possible pour ne pas subordonner ces mesures à la situation de leur balance des paiements et de leur budget et, si ces principes étaient mis en pratique, le profit de la croissance accrue des pays industriels pourrait être partagé plus équitablement avec les pays en voie de développement.

La séance est levée à 17 h 10.